

## **BUDGET Le gouvernement prépare sans le dire le cercueil de la Sécu**

AURÉLIEN SOUCHEYRE Huma 27 oct 17

**La suppression des cotisations maladie et chômage, contre la hausse de la CSG, attaque directement la Sécu, selon les députés PCF et FI.**

Les jours passent et le vote de mesures antisociales se poursuit à un rythme effréné à l'Assemblée nationale. Après les ordonnances de casse du Code du travail ou la suppression de l'ISF, qui ont fait grand bruit, la hausse de 1,7point de la contribution sociale généralisée (CSG) a été adoptée dans une ambiance particulièrement tendue, dans la nuit de mercredi à jeudi. Celle-ci est censée compenser la suppression des cotisations sociales des salariés du privé pour les branches maladie et chômage, ce qui constitue une véritable attaque contre la Sécurité sociale et son modèle de financement. «Nous ne discutons pas ici d'un simple budget. Nous débattons d'une réforme profonde et globale de la Sécu», a dénoncé Adrien Quatennens. Le député FI, qui estime que cette refonte revient à «trahir l'esprit même de la Sécu, telle que le Conseil national de la Résistance l'a pensée », a également rappelé les mots de Jacques Chirac, selon qui « la Sécurité sociale exprime notre génie national ». Mais c'est surtout le ministre communiste à l'origine de ce dispositif, Ambroise Croizat, qui était au coeur des échanges. «Il doit se retourner une fois de plus dans sa tombe», accuse Caroline Fiat (FI), pour qui «la mort de la cotisation sociale n'est rien d'autre que celle de la Sécu».

Loin du « chacun cotise selon ses moyens et est protégé selon ses besoins », la majorité entend casser la cohérence du financement de la Sécu, au motif que cela permettrait « d'augmenter le pouvoir d'achat ». Pourtant, cela ne permet que d'augmenter, et de peu, le salaire net, au détriment du brut. « Je rappelle que le salaire brut gagné par le salarié a deux composantes : la première, c'est le salaire pour le mois, qui est le salaire net. La deuxième, c'est le salaire pour la vie, mis en partage pour faire face aux péripéties de l'existence. Cette mesure est une arnaque du point de vue du pouvoir d'achat, et une attaque du point de vue de la Sécu », développe Pierre Dharréville (PCF). Pour les communistes, la hausse du pouvoir d'achat ne sera que de très courte durée, et même totalement annulée, dès lors que les prix des dépenses de santé vont augmenter, du forfait hospitalier au tarif des médicaments, en passant par les grilles des mutuelles. Sans parler de tous les coups durs prévus, des services publics de proximité au logement. Et la hausse de la CSG pour les retraités dès 1 289 euros de pension.

### **Un modèle anglo-saxon qui ne soigne bien que les riches**

Mais la démonstration de cette supercherie a été ignorée par le gouvernement. « Le débat a déjà été tranché par une chose qui s'appelle le suffrage universel direct, lors des élections présidentielle et législatives. Il faut savoir perdre une élection », a osé répondre le ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin. « Ce budget est assurément celui des promesses tenues », a ânonné comme les autres la députée LREM Séverine Gipson. Des promesses tenues au Medef, surtout, selon Alain Bruneel (PCF), qui a rappelé les propos de Denis Kessler, vice-président du syndicat patronal en 2007, qui appelait à mettre à terre le « compromis entre gaullistes et communistes » de 1945. « La Sécu, d'une incroyable modernité, a été mise en place dans une France en ruines. Nous sommes aujourd'hui dans une France riche, grande puissance économique dans le monde. Nous avons donc les moyens de garantir la santé gratuite pour tous, à 100 %, comme nos parents l'ont connue », a argumenté à son tour Fabien Roussel (PCF). Mais loin d'un système solidaire et vertueux, dont la gestion « est assurée par les assurés eux-mêmes et leurs représentants », le gouvernement vante le modèle anglo-saxon, dans lequel « le riche est bien soigné, le pauvre est mal soigné », déplore l'élu.